

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2653

[2008/202824]

17 JULI 2008. — Decreet tot wijziging van artikel 150bis van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium door het invoeren van een uiterste termijn voor het stedenbouwkundig attest nr. 1 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 85, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt punt 1 vervangen als volgt : "de gegevens bedoeld in artikel 150bis, § 1."

Art. 2. Artikel 85 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. De Regering legt de gegevens bedoeld in artikel 150bis, § 1, ter inzage van de notarissen."

Art. 3. Artikel 150bis, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt aangevuld met volgend lid :

"De Regering legt de bovenbedoelde gegevens ter inzage van de gemeenten."

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen op 17 juni 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 263 (2005-2006). Nrs. 1 en 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 juli 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2654

[2008/202821]

3 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 5ter introduit par le décret du 22 mars 2007, et l'article 60;

Vu le décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public régional des voies hydrauliques et en réglementant les conditions d'exercice, notamment l'article 6ter, inséré par le décret du 22 juin 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2007;

Vu l'urgence;

Considérant qu'à ce jour, la transposition de la Directive 2000/59/CE est incomplète pour ce qui concerne la perception des redevances (article 8 de la directive). Que le présent texte vise donc à transposer partiellement la Directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2000 sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison;

Considérant qu'une mise en demeure a été envoyée par la Commission européenne en date du 5 juillet 2005;

Considérant la Directive 2007/71/CE de la Commission du 13 décembre 2007 modifiant l'annexe II de la Directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 42.526/2 du 21 mars 2007 rendu sur base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 17 mars 2008;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2000 sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Il transpose par ailleurs la Directive 2007/71/CE de la Commission du 13 décembre 2007 modifiant l'annexe II de la Directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaire pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison est complété par la disposition suivante :

"Le présent arrêté vise par ailleurs à régler la perception des redevances pour la collecte des déchets des navires et les résidus de cargaison, et à assurer la transparence des coûts et modes de gestion de ces déchets conformément à l'article 5^{ter} du décret."

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"14^o Administration : l'autorité ou le service compétent désigné par le Ministre ayant les Voies hydrauliques dans ses attributions."

Art. 4. L'article 12 du même arrêté est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

"Art. 12. Les coûts des installations de réception portuaires visées à l'article 6, y compris la collecte et le traitement des déchets conformément au plan visé à l'article 7, sont couverts par une redevance perçue sur les navires suivant la répartition prévue à l'article 13. La redevance est annuelle et est perçue au terme de l'année écoulée après publication des facteurs prévus à l'article 13.

Le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions peut exempter des navires des obligations visées à l'alinéa précédent lorsqu'ils sont exemptés du dépôt de déchets conformément à l'article 9, § 2, et pour autant qu'ils lui aient adressé, préalablement et par écrit, une demande d'exemption accompagnée de tous les éléments de preuve visés à l'article 9.

Art. 5. Les dispositions suivantes sont ajoutées au même arrêté :

"Art. 13. § 1^{er}. Sauf en cas d'exemption conformément à l'article 12, alinéa 2, tous les navires faisant escale dans un port de la Région wallonne supportent une redevance correspondant à 30 % des coûts visés à l'article 12, qu'ils utilisent ou non les installations.

La quotité visée à l'alinéa précédent est calculée selon la formule suivante : $Q = 0,3.a.x. (n/N)$

Où

a = le coût moyen de collecte et de traitement au m³ des déchets au cours de l'année écoulée;

x = le volume total des déchets déposés en Région wallonne au cours de l'année écoulée;

n = le nombre de voyages effectués par le navire en Région wallonne au cours de l'année écoulée;

N = le nombre de voyages totaux effectués par l'ensemble des navires en Région wallonne au cours de l'année écoulée.

Les facteurs a, x et N font l'objet d'une publication annuelle dans un avis à la batellerie de l'administration désignée par le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions, et ce à année échue.

§ 2. Le solde des coûts visés à l'article 12 qui ne sont pas couverts par la quotité prévue au § 1^{er} est calculé sur la base d'une part des types et quantités de déchets d'exploitation du navire effectivement déposés, et d'autre part des coûts moyens de collecte et de traitement par catégories de déchets établis au cours de l'année écoulée et publié par avis à la batellerie. Le coût moyen en vigueur reste d'application tant qu'il n'est pas modifié.

Art. 14. § 1^{er}. Les responsables des installations de réception portuaires délivrent aux capitaines des navires une attestation de dépôt de déchets selon le modèle repris en annexe III. L'attestation précise le montant de la redevance et des coûts de gestion, ainsi que les modalités de gestion et la destination des déchets.

§ 2. Les responsables des installations de réception portuaires tiennent un registre de dépôt de déchets et des coûts de traitement comportant au minimum les informations suivantes :

1^o En ce qui concerne les déchets entrant dans l'installation de réception portuaire :

a) l'identité du producteur des déchets : nom, code d'appel et, le cas échéant, numéro OMI d'identification du navire, pavillon;

b) la nature et la quantité des déchets déposés par producteur, avec le code d'identification des déchets conformément à l'arrêté du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

c) la date du ou des dépôts.

2^o En ce qui concerne les déchets sortant de l'installation de réception portuaire, et le cas échéant par lots :

a) la nature, la quantité et les caractéristiques des déchets, avec le code d'identification des déchets conformément à l'arrêté du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

b) la date à laquelle les déchets sont évacués;

c) l'identité du collecteur agréé ou enregistré;

d) l'identité du transporteur de déchets agréé ou enregistré;

e) l'identité et l'adresse du site de regroupement éventuel, et de valorisation et/ou d'élimination des déchets;

f) le ou les modes de gestion des déchets;

g) le coût de gestion, en ce compris les taxes éventuelles.

§ 3. Les responsables des installations de réception portuaires introduisent auprès de l'administration désignée par le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions une déclaration de créance accompagnée de la copie de leur registre et des copies de toutes leurs attestations au plus tard le 1^{er} février de l'année qui suit."

Art. 6. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 15. Le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions et le Ministre de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun pour ce qui les concerne."

L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE II

Modèle de notification

Renseignements à notifier avant d'entrer dans le port de (*port de destination, tel que visé à l'article 8 de l'arrêté*)

Nom, code d'appel, et le cas échéant, numéro OMI d'identification du navire :

Etat du pavillon :

Heure probable d'arrivée au port :

Heure probable d'appareillage :

Port d'escale précédent :

Port d'escale suivant :

Dernier port où les déchets d'exploitation des navires ont été déposés et date à laquelle ce dépôt a eu lieu :

Déposez-vous : (*barrer la proposition inutile*)

- * la totalité
- * une partie
- * aucun

de vos déchets dans les installations de réception portuaires ?

Type et quantité des déchets et de résidus à déposer et/ou restant à bord, et pourcentage de la capacité de stockage maximale que ces déchets et résidus représentent :

- si vous déposez la totalité de vos déchets, complétez la deuxième colonne;
- si vous ne déposez qu'une partie ou aucun de vos déchets, complétez toutes les colonnes.

Le code déchets est renseigné sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

Type et code déchets	Quantités de déchets à déposer (en m ³)	Capacité de stockage maximale (en m ³)	Quantité de déchets demeurant à bord (en m ³)	Port dans lequel les déchets restants seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre le moment de la notification et le port d'escale suivant (en m ³)
1. Huiles usagées					
13 05 02 Boues					
13 04 03 Eau de cale					
Autres (à préciser)					
2. Détritus					
20 96 61 Ordures ménagères brutes (1)					
20 01 08 Déchets alimentaires biodégradables collectés séparément					

Type et code déchets	Quantités de déchets à déposer (en m ³)	Capacité de stockage maximale (en m ³)	Quantité de déchets demeurant à bord (en m ³)	Port dans lequel les déchets seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre le moment de la notification et le port d'escale suivant (en m ³)
15 01 06 Emballages PMC (2) collectés séparément					
15 01 01 Emballages en papier / carton collectés séparément					
15 01 07 Emballages en verre collectés séparément					
20 01 39 Déchets plastiques					
Autres (à préciser)					
3. Déchets liés à la cargaison					
(à préciser)					
4. Résidus de cargaison					
(à préciser)					
5. Eaux usées					
(à préciser)					

1. Ordures ménagères résiduelles en mélange, après le tri par les usagers des fractions collectées sélectivement.
2. PMC : déchets d'emballages recyclables composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons.

Notes :

Ces renseignements peuvent être utilisés à des fins de contrôle par l'Etat/la Région du port ainsi qu'à d'autres fins d'inspections :

Le présent formulaire doit être complété sauf si le navire fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 9 du présent arrêté.

Je confirme que les renseignements ci-dessus sont exacts et corrects et la capacité à bord est suffisante pour stocker tous les déchets produits entre le moment de la notification et le port suivant où les déchets seront déposés.

Date

Heure

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaire pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe III

Modèle d'attestation de dépôt des déchets à délivrer aux navires par les responsables d'installations portuaires

Nom, code d'appel, numéro MET et le cas échéant, numéro OMI d'identification du navire :

Etat du pavillon :

Type et quantité des déchets et de résidus déposés :

Type	Code déchets (1)	Quantité de déchets déposés (en m ³)	Modalités de gestion et destination
1. Huiles usagées			
Boues	13 05 02		
Eau de cale	13 04 01		
Autres : (à préciser)	(à préciser)		
2. Détritus			
Ordures ménagères brutes (2)	20 96 61		
Déchets alimentaires biodégradables collectés séparément	20 01 08		
Emballages PMC (3) collectés séparément	15 01 06		
Emballages en papier/carton collectés séparément	15 01 01		
Emballages en verre collectés séparément	15 01 07		
Plastiques collectés séparément	20 01 39		
Autres : (à préciser)	(à préciser)		
3. Déchets liés à la cargaison : (à préciser)	(à préciser)		
4. Résidus de cargaison : (à préciser)	(à préciser)		
5. Eaux usées : (à préciser)	(à préciser)		

1. sur base de l'AGW du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;
2. ordures ménagères résiduelles en mélange, après le tri par les usagers des fractions collectées sélectivement;
3. PMC : déchets d'emballages recyclables composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons.

Coûts de la gestion des déchets déposés :

Date Heure

Signatures :

Le responsable
de l'installation portuaire

Le capitaine
du navire

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 relatif à la perception des redevances dues pour la collecte des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison conformément à la Directive européenne 2000/59/CE.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Equipement,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2654

[2008/202821]

3. JULI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des durch das Dekret vom 22. März 2007 eingeführten Artikels 5ter und des Artikels 60;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizeiordnung für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen und zur Regelung der Bedingungen für die Ausübung dieses Amtes, insbesondere des Artikels 6ter, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juni 2006;

Aufgrund des am 22. September 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Februar 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Umsetzung der Richtlinie 2000/59/EG bis heute unvollständig ist, was die Erhebung der Gebühren (Artikel 8 der Richtlinie) betrifft. Dass der vorliegende Text demnach zum Ziel hat, die Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2000 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände teilweise umzusetzen;

In der Erwägung, dass am 5. Juli 2005 ein Aufforderungsschreiben von der Europäischen Kommission entsandt worden ist;

In Erwägung der Richtlinie 2007/71/EG der Kommission vom 13. Dezember 2007 zur Änderung von Anhang II der Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände;

Aufgrund des am 21. März 2007 auf der Grundlage des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 42.526/2;

Aufgrund des am 17. März 2008 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2000 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände teilweise umgesetzt;

Außerdem wird durch ihn die Richtlinie 2007/71/EG der Kommission vom 13. Dezember 2007 zur Änderung von Anhang II der Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände umgesetzt;

Art. 2 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

„Außerdem zielt der vorliegende Erlass darauf ab, die Erhebung der Gebühren für die Sammlung der Schiffsabfälle und der Ladungsrückstände festzulegen und die Transparenz der Kosten und der Bewirtschaftungsmodi dieser Abfälle gemäß Artikel 5ter des Dekrets zu gewährleisten.“

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

„14° Verwaltung; die Behörde oder der vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, bezeichnete zuständige Dienst.“

Art. 4 - Artikel 12 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt und durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 12 - Die Kosten für die in Artikel 6 erwähnten Hafenauffangeinrichtungen, einschließlich der Behandlung und Beseitigung der Abfälle gemäß dem in Artikel 7 erwähnten Plan, werden durch eine auf die Schiffe zu erhebende Gebühr gemäß der in Artikel 13 vorgesehenen Aufteilung gedeckt. Die Gebühr ist jährlich zu entrichten und wird am Ende des abgelaufenen Jahres nach Veröffentlichung der in Artikel 13 vorgesehenen Faktoren erhoben.“

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, kann Schiffe von den in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Verpflichtungen befreien, wenn sie gemäß Artikel 9, § 2 von der Entladung der Abfälle befreit sind und insofern sie vorher einen schriftlichen Antrag auf Befreiung unter Beifügung des gesamten in Artikel 9 erwähnten Beweismaterials an ihn gerichtet haben.“

Art. 5 - In demselben Erlass werden folgende Bestimmungen hinzugefügt:

„Art. 13 - § 1 - Außer im Falle einer Befreiung gemäß Artikel 12, Absatz 2, entrichten alle Schiffe, die einen Hafen in der Wallonischen Region anlaufen, eine Gebühr, die 30% der in Artikel 12 erwähnten Kosten entspricht, ob sie die Einrichtungen benutzen oder nicht.“

Der in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Anteil wird nach folgender Formel berechnet: $Q = 0,3.a.x. (n/N)$ wobei

a = die durchschnittlichen Kosten für die Behandlung je m³ der Abfälle während des abgelaufenen Jahres;

x = das Gesamtvolumen der im Laufe des Kalenderjahres in der Wallonischen Region entladenen Abfälle;

n = die Anzahl der von dem Schiff im Laufe des Kalenderjahres in der Wallonischen Region durchgeführten Fahrten;

N = die Gesamtanzahl der von den gesamten Schiffen im Laufe des Kalenderjahres in der Wallonischen Region durchgeführten Fahrten.

Die Faktoren a, x und N werden jährlich in einer Bekanntmachung beim Binnenschiffahrtsamt der vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, bezeichneten Verwaltung veröffentlicht, und zwar nach Jahresablauf.

§ 2 - Der Restbetrag der in Artikel 12 erwähnten Kosten, die nicht durch den in § 1 erwähnten Anteil gedeckt werden, wird einerseits auf der Grundlage der tatsächlich entladenen Arten und Mengen der Schiffsabfälle und andererseits auf der Grundlage der während des abgelaufenen Jahres festgestellten durchschnittlichen Kosten berechnet und durch Bekanntmachung beim Binnenschiffahrtsamt veröffentlicht. Die geltenden durchschnittlichen Kosten kommen weiterhin zur Anwendung, solange sie nicht abgeändert werden.

Art. 14 - § 1 - Die für die Hafenauffangeinrichtungen verantwortlichen Personen stellen den Schiffskapitänen eine Abfallentladungsbescheinigung gemäß dem in der Anlage III angeführten Muster aus. In der Bescheinigung werden der Betrag der Gebühr und der Bewirtschaftungskosten, sowie die Bewirtschaftungsmodalitäten und der Bestimmungsort der Abfälle angegeben.

§ 2 - Die für die Hafenauffangeinrichtungen verantwortlichen Personen führen ein Register für die Abfallentladung und für die Behandlungskosten, das mindestens folgende Informationen enthält:

1° Bezüglich der Abfälle, die in der Hafenauffangeinrichtung eintreffen:

a) die Identität des Abfallerzeugers: Name, Rufzeichen und gegebenenfalls IMO-Kennnummer des Schiffes, Flagge;

b) die Art und Menge der von dem Erzeuger entladenen Abfälle, unter Angabe des Abfallidentifizierungscodes gemäß dem Erlass vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

c) das Datum des Abfalls bzw. der Abfälle;

2° Bezüglich der Abfälle, die die Hafenauffangeinrichtung, gegebenenfalls in Losen, verlassen:

a) die Art und Menge, sowie die Merkmale der Abfälle, unter Angabe des Abfallidentifizierungscodes gemäß dem Erlass vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

b) das Datum, an dem die Abfälle abtransportiert wurden;

c) die Identität des zugelassenen oder eingetragenen Sammlers;

d) die Identität des zugelassenen oder eingetragenen Transportunternehmers;

e) die Identität und Anschrift des eventuellen Zwischenlagerungsorts und des Aufwertungs- und/oder Beseitigungsorts der Abfälle;

f) den bzw. die Abfallbewirtschaftungsmodi;

g) die Bewirtschaftungskosten, einschließlich eventueller Abgaben.

§ 3 - Die für die Hafenauffangeinrichtungen verantwortlichen Personen reichen bei der vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, bezeichneten Verwaltung spätestens bis zum 1. Februar des darauffolgenden Jahres eine Forderungsanmeldung unter Beifügung der Abschrift ihres Registers und der Abschriften all ihrer Bescheinigungen ein."

Art. 6 - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, und der Minister der Umwelt werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt."

Die Anlage II desselben Erlasses wird durch die Anlage II des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE II

Zustellungsmuster

Angaben, die vor Einlaufen in den Hafen von gemacht werden müssen (*Anlaufhafen gemäß Artikel 8 des Erlasses*)

Name, Rufzeichen sowie gegebenenfalls IMO-Identifikationsnummer des Schiffes;

Flaggenstaat:

Geschätzte Anlaufzeit:

Geschätzte Auslaufzeit:

Vorheriger Anlaufhafen:

Nächster Anlaufhafen:

Letzter Hafen, in dem die Schiffsabfälle entladen wurden, und Zeitpunkt dieser Entladung:

Entladen Sie: (*Unzutreffendes bitte streichen*)

- * den gesamten
- * einen Teil
- * keinen

Ihrer Abfälle in den Hafenauffangeinrichtungen?

Art und Menge der zu entladenden und/oder an Bord verbleibenden Schiffsabfälle und Ladungsrückstände und Prozentsatz der maximalen Lagerkapazität:

- bei Entladung des gesamten Abfalls, bitte die zweite Spalte entsprechend ausfüllen
- wird der Abfall nicht oder nur teilweise entladen, bitte alle Spalten ausfüllen

Der Abfallcode wird auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs angegeben.

Art und Codenummer der Abfälle	Zu entladende Abfallmenge (in m ³)	Maximale Lagerkapazität (in m ³)	An Bord verbleibende Abfallmenge (in m ³)	Hafen, in dem die restlichen Abfälle entladen werden	Geschätzte Abfallmenge, die zwischen Meldung und nächstem Anlaufhafen anfällt (in m ³)
1. Altöle					
13 05 02 Schlamm					
13 04 03 Bilgenwasser					
Sonstige (näher angeben)					
2. Abfälle					
20 96 61 grober Hausmüll					
20 01 08 getrennt gesammelte, biologisch abbaubare Küchenabfälle					
15 01 06 getrennt gesammelte PMK-Verpackungen (2)					
15 01 01 getrennt gesammelte Verpackungen aus Papier/Pappe					
15 01 07 getrennt gesammelte Verpackungen aus Glas					
20 01 39 Kunststoffabfälle					
Sonstiges (näher angeben)					
3. Ladungsbedingte Abfälle					
(bitte anzugeben)					
4. Ladungsrückstände					
(bitte angeben)					
5. Abwasser					
(bitte angeben)					

1. Gemischter Hausmüll, der nach der Sortierung der getrennt gesammelten Fraktionen durch die Benutzer übrig bleibt

2. PMK: Wiederverwertbare Verpackungsabfälle, die aus Kunststoffflaschen und -flakons, Metallverpackungen und Getränkekartons bestehen

Anmerkungen:

Diese Angaben können für die Zwecke der staatlichen/regionalen Hafenkontrolle und anderer Überprüfungen verwendet werden.

Dieses Formular ist auszufüllen, es sei denn, dem Schiff wird gemäß Artikel 9 des vorliegenden Erlasses eine Ausnahme gewährt.

Ich bestätige, dass die vorstehenden Angaben genau und zutreffend sind und die entsprechende Bordkapazität zur Lagerung des gesamten Abfalls ausreicht, der zwischen der Meldung und dem Anlaufen des nächsten Hafens anfällt, in dem der Abfall entladen wird.

Datum

Uhrzeit

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Anlage III

Muster der Abfallentladungsbescheinigung, die den Schiffen von den für die Hafeneinrichtungen verantwortlichen Personen auszustellen ist

Name, Rufzeichen und gegebenenfalls IMO-Identifikationsnummer des Schiffs:

Flaggenstaat:

Art und Menge der entladenen Schiffsabfälle und -rückstände:

Art	Abfallcode (1)	Entladene Abfallmenge (in m ³)	Bewirtschaftungsmodi und Bestimmungsort
1. Altöle			
Schlamm	13 05 02		
Bilgenwasser	13 04 01		
Sonstige: <i>(näher angeben)</i>	<i>(näher angeben)</i>		
2. Abfälle			
grober Hausmüll (2)	20 96 61		
Getrennt gesammelte, biologisch abbaubare Küchenabfälle	20 01 08		
Getrennt gesammelte PMK-Verpackungen (3)	15 01 06		
Getrennt gesammelte Verpackungen aus Papier/Pappe	15 01 01		
Getrennt gesammelte Verpackungen aus Glas	15 01 07		
Getrennt gesammelte Kunststoffe	20 01 39		
Sonstige: <i>(näher angeben)</i>	<i>(näher angeben)</i>		
3. Ladungsbedingte Abfälle: <i>(näher angeben)</i>	<i>(näher angeben)</i>		
4. Ladungsrückstände: <i>(näher angeben)</i>	<i>(näher angeben)</i>		
5. Abwasser: <i>(näher angeben)</i>	<i>(näher angeben)</i>		

1. aufgrund des EWR vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs
2. Gemischter Hausmüll, der nach der Sortierung der getrennt gesammelten Fraktionen durch die Benutzer übrig bleibt
3. PMK: Wiederverwertbare Verpackungsabfälle, die aus Kunststoffflaschen und -flakons, Metallverpackungen und Getränkekartons bestehen.

Kosten für die Bewirtschaftung der entladenen Abfälle:

Datum Uhrzeit

Unterschriften:

Die für die Hafeneinrichtung verantwortliche Person

Der Schiffskapitän

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2654

[2008/202821]

3 JULI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 5ter, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, en op artikel 60;

Gelet op het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar waterwegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt, inzonderheid op artikel 6ter, ingevoegd bij het decreet van 22 juni 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 september 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 februari 2007;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de omzetting van Richtlijn 2000/59/EG tot op heden onvolledig is wat betreft de inning van de bijdragen (artikel 8 van de richtlijn). Dat deze tekst dus de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2000 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen beoogt;

Overwegende dat de Europese Commissie op 5 juli 2005 een ingebrekestelling heeft verstuurd;

Gelet op Richtlijn 2007/71/EG van de Commissie van 13 december 2007 houdende wijziging van bijlage II van Richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen;

Gelet op het advies 42.526/2 van de Raad van State van 21 maart 2007, gegeven op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 17 maart 2008;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting en van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2000 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Bij dit besluit wordt bovendien Richtlijn 2007/71/EG van de Commissie van 13 december 2007 houdende wijziging van bijlage II van Richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen omgezet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen wordt aangevuld met volgende bepaling :

"Dit besluit beoogt bovendien de regeling van de inning van de bijdragen voor de inzameling van de scheepsafval en de ladingresiduen en de doorzichtigheid van de kosten en beheerswijzen van deze afval overeenkomstig artikel 5ter van het decreet."

Art 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

"14^o Administratie : de bevoegde overheid of dienst aangewezen door de Minister die voor Waterwegen bevoegd is."

Art. 4. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen als volgt :

"Art. 12. De kosten van de havenontvangstvoorzieningen bedoeld in artikel 6, met inbegrip van de afvalbehandeling en -verwerking overeenkomstig het plan bedoeld in artikel 7, worden gedekt door een heffing op de schepen volgens de verdeling bedoeld in artikel 13. Het gaat om een jaarlijkse heffing die na afloop van het jaar geïnd wordt na bekendmaking van de factoren bedoeld in artikel 13.

De Minister bevoegd voor Waterwegen kan schepen vrijstellen van de verplichtingen bedoeld in het vorige lid als ze van de afvalafgifte vrijgesteld zijn overeenkomstig artikel 9, § 2, en voor zover hem vooraf en schriftelijk een vrijstellingsaanvraag met alle bewijsstukken bedoeld in artikel 9 wordt toegestuurd."

Art. 5. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

"Art. 13. § 1. Behoudens de gevallen van vrijstelling overeenkomstig artikel 12, tweede lid, betaalt elk schip dat een haven van het Waalse Gewest aandoet een heffing die overeenstemt met 30 % van de kosten bedoeld in artikel 12, ongeacht of ze al dan niet gebruik maken van de voorzieningen.

Het quotum bedoeld in het vorige lid wordt aan de hand van onderstaande formule berekend :

$$Q = 0,3.a.x. (n/N)$$

waarbij :

a = de gemiddelde afvalverwerkingskost per m³ in de loop van het afgelopen jaar;

x = het totale afvalvolume afgegeven in het Waalse Gewest in de loop van het kalenderjaar;

n = het aantal reizen van het schip in het Waalse Gewest in de loop van het kalenderjaar;

N = het totaal aantal reizen van alle schepen in het Waalse Gewest in de loop van het kalenderjaar.

De factoren a, x en N maken na afloop van het jaar het voorwerp uit van een jaarlijkse publicatie in een bericht aan de binnenvaart van de administratie aangewezen door de Minister die voor waterwegen bevoegd is.

§ 2. Het saldo van de in artikel 12 bedoelde kosten die niet gedekt worden door het quotum bedoeld in § 1, wordt berekend op basis van, enerzijds, de soorten en hoeveelheden effectief afgegeven scheepsafval en, anderzijds, de gemiddelde behandelingskosten vastgesteld in de loop van het afgelopen jaar en bekendgemaakt in een bericht aan de binnenvaart. De van kracht zijnde gemiddelde kost blijft van toepassing zolang hij niet wordt gewijzigd.

Art. 14. § 1. De verantwoordelijken van de havenontvangstvoorzieningen bezorgen de kapiteins van de schepen een attest van afvalafgifte naar het model opgenomen in bijlage III.

Het attest bepaalt het bedrag van de heffing en van de beheerskosten, alsook de beheersmodaliteiten en de bestemming van de afval.

De verantwoordelijken van de havenontvangstvoorzieningen houden een lijst van de afvalafgifte en de behandelingskosten bij die op zijn minst de volgende gegevens bevat :

1° wat betreft de afval die in de havenontvangstvoorziening aankomt :

a) de identiteit van de afvalproducent : naam, roepnaam en, desgevallend, het IMO-identificatienummer van het schip, vlag;

b) aard en hoeveelheid van de door de producent afgegeven afval, met de identificatiecode van de afval overeenkomstig het besluit van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

c) datum van de afgifte(s);

2° wat betreft de afval die de havenontvangstvoorziening verlaat, desgevallend, in partijen :

a) aard, hoeveelheid en kenmerken van de afval, met de identificatiecode van de afval overeenkomstig het besluit van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

b) de datum waarop de afval afgevoerd wordt;

c) de identiteit van de erkende of geregistreerde ophaler;

d) de identiteit van de erkende of geregistreerde afvalvervoerder;

e) de identiteit en het adres van de eventuele site voor de hergroepering, en voor de valorisatie en/of wegwerking van afval;

f) de beheerswijze(n) van de afval;

g) de beheerskosten, met inbegrip van de eventuele belastingen.

§ 3. De verantwoordelijken van de havenontvangstvoorzieningen dienen uiterlijk 1 februari van het volgende jaar een aangifte van schuldvordering in bij de administratie aangewezen door de Minister die voor Waterwegen bevoegd is, samen met het afschrift van hun register en van de afschriften van al hun attesten."

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 15. De Minister die voor Waterwegen bevoegd is en de Minister van Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit."

Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage II bij dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE II

Model van aanmelding

Gegevens die meegedeeld moeten worden voor het binnenvaren van de haven van (*haven van bestemming als bedoeld in artikel 8 van het besluit*)

Naam, roepnaam en, desgevallend, IMO-identificatienummer van het schip :

Vlaggenstaat :

Vermoedelijke aankomsttijd :

Vermoedelijke vertrektijd :

Vorige aanloophaven :

Volgende aanloophaven :

Vorige haven van afgifte van scheepsafval en afgiftedatum :

Hoeveelheid afval afgegeven in de havenontvangstvoorzieningen : (*schrappen wat niet past*)

* het geheel

* een gedeelte

* niets

Soort en hoeveelheid af te geven en/of aan boord te houden scheepsafval en ladingresiduen en percentage van de maximale opslagcapaciteit :

- indien het geheel van de afval afgegeven wordt, de tweede kolom invullen;

- indien slechts een gedeelte of geen afval afgegeven wordt, alle kolommen invullen.

De afvalcode wordt aangegeven op basis van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus.

Soort afval en afvalcode	Af te geven afval (m ³)	Maximale opslagcapaciteit (in m ³)	Hoeveelheid aan boord gehouden afval (in m ³)	Haven waarin de resterende afval wordt afgegeven	Raming van de afvalhoeveelheid voortgebracht tussen het tijdstip van de mededeling en de volgende aanloophaven (in m ³)
1. Afgewerkte oliën					
13 05 02 Slib					
13 04 03 Lenswater					

Soort afval en afvalcode	Af te geven afval (m ³)	Maximale opslagcapaciteit (in m ³)	Hoeveelheid aan boord gehouden afval (in m ³)	Haven waarin de resterende afval wordt afgegeven	Raming van de afvalhoeveelheid voortgebracht tussen het tijdstip van de mededeling en de volgende aanloophaven (in m ³)
Andere (nader bepalen)					
2. Vuilnis					
20 96 61 Brutohuisafval (1)					
20 01 08 Afzonderlijk ingezamelde biologisch afbreekbare voedselafval					
15 01 06 Afzonderlijk ingezamelde PMD (2) verpakking					
15 01 01 Afzonderlijk ingezamelde papieren/kartonnen verpakking					
15 01 07 Afzonderlijk ingezamelde glazen verpakkingen					
20 01 39 Kunststofafval					
Andere (nader bepalen)					
3. Ladinggebonden afval					
(nader bepalen)					
4. Ladingresiduen					
(nader bepalen)					
5. Afvalwater					
(nader bepalen)					

1. gemengde residuele huisafval na sortering door de gebruikers van de selectief ingezamelde fracties

2. PMD: recycleerbare verpakkingsafval bestaande uit plastieke flessen en flesjes, metaalverpakking en drankkartons

Opmerkingen :

Deze gegevens kunnen worden gebruikt voor de havenstaat/gewestcontrole en andere inspectiedoeleinden :

Dit formulier moet worden ingevuld, tenzij het schip onder een vrijstelling valt overeenkomstig artikel 9 van dit besluit.

Hierbij verklaar ik dat de bovenstaande gegevens juist en volledig zijn, en dat er voldoende opslagcapaciteit aan boord is voor alle afval voortgebracht tussen het tijdstip van deze mededeling en de volgende haven waarin afval wordt afgegeven.

Datum

Uur

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustings,
M. DAERDEN

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage III

Model van het attest van afvalafgifte dat door de verantwoordelijken van de havenvoorzieningen aan de schepen afgegeven moet worden

Naam, roepnaam, MET-nummer en, desgevallend, IMO-identificatienummer van het schip :

Vlaggenstaat :

Soort en hoeveelheid afgegeven afval en residuen :

Soort	Afvalcode (1)	Hoeveelheid afgegeven afval (in m ³)	Beheersmodaliteiten en bestemming
1. Afgewerkte oliën			
Slib	13 05 02		
Lenswater	13 04 01		
Andere : (nader bepalen)	(nader bepalen)		
2. Vuilnis			
brutohuisafval (2)	20 96 61		
Afzonderlijk ingezamelde biologisch afbreekbare voedselafval	20 01 08		
Afzonderlijk ingezamelde PMD (3) verpakking	15 01 06		
Afzonderlijk ingezamelde papieren/kartonnen verpakkingen	15 01 01		
Afzonderlijk ingezamelde glazen verpakkingen	15 01 07		
Afzonderlijk ingezamelde kunststof	20 01 39		
Andere : (nader bepalen)	(nader bepalen)		
3. Ladinggebonden afval : (nader bepalen)	(nader bepalen)		
4. Ladingresiduen (nader bepalen)	(nader bepalen)		
5. Afvalwater : (nader bepalen)	(nader bepalen)		

- op basis van het BWG van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus
- gemengde residuele huisafval na sortering door de gebruikers van de selectief ingezamelde fracties.
- PMD: recycleerbare verpakkingsafval bestaande uit plastieke flessen en flesjes, metaalverpakking en drankkartons.

Kosten van het beheer van de afgegeven afval :

Datum Uur

Handtekeningen :

De verantwoordelijke
van de havenvoorziening

De kapitein
van het schip

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustings,
M. DAERDEN

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN